



**PRÉFET
DES VOSGES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale des Vosges

Epinal, le 25/04/2024

•

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/04/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

BOULANGER

Carrière de Rouvres la Chêtive

Références : S-24-478RP
Code AIOT : 0006208620

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/04/2024 dans l'établissement BOULANGER implanté Les Vieilles Vignes 88170 Rouvres-la-Chêtive. L'inspection a été annoncée le 08/04/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans le cadre du rachat de la carrière et avait pour but de faire un état des lieux.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BOULANGER
- Les Vieilles Vignes 88170 Rouvres-la-Chêtive
- Code AIOT : 0006208620
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non
- Carrière

La carrière de Rouvres la Chêtive est autorisée par l'arrêté préfectoral n°42/2022/ENV du 17 juin 2022.

Dans le cadre des télédéclarations annuelles des émissions polluantes, le service de l'inspection des installations classées s'est appuyé sur l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et des transferts de polluants et des déchets.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 17/06/2022, article 3.2.1	Demande d'action corrective	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Campagne de mesure du bruit	Arrêté Préfectoral du 17/06/2022, article 7.1.1	Demande d'action corrective	6 mois
5	Mesure faune/flore	Arrêté Préfectoral du 17/06/2022, article 2.1.2.2	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Changement exploitant	Arrêté Préfectoral du 17/06/2022, article 1.5.5	Sans objet
4	Entretien Débourbeur/déshuileur	Arrêté Préfectoral du 17/06/2022, article 5.4.3	Sans objet
6	Téledéclaration annuelle des émissions polluantes	Arrêté Ministériel du 31/01/2008	Sans objet
7	Registre de suivi des apports de matériaux	Arrêté Préfectoral du 17/06/2022, article 10.2.8	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de la visite, il a été fait le point sur les obligations réglementaires devant être respectée au titre des installations classées au nouvel exploitant.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/06/2022, article 3.2.1
Thème(s) : Autre, Conduite exploitation
Prescription contrôlée : Chaque année, est établi un plan d'exploitation orienté d'échelle adaptée à la superficie du site. Sur ce plan sont reportés : <ul style="list-style-type: none"> • les dates de levé ; • le périmètre sur lequel porte le droit d'exploitation ainsi que ses abords, dans un rayon de 50 m, la dénomination des parcelles cadastrales concernées ; • les limites de sécurité et périmètres de protection instituées en vertu de réglementations spéciales ;

<ul style="list-style-type: none"> • les clôtures ou tout dispositif équivalent ; • les bords de la fouille ; • le périmètre d'extraction ; • les zones particulières de préservation écologique ; • les courbes de niveau (équidistantes, tous les 10 m d'altitude) ou les cotes d'altitude (NGF) des points significatifs et des points levés ; • la position de tous ouvrages ou équipements fixes présents sur le site et dans son voisinage immédiat et, en particulier ceux dont l'intégrité conditionne la santé et la sécurité publique ; • les exutoires de rejets des effluents aqueux ; • l'emplacement exact du bornage ; • l'étendue des zones décapées et l'emplacement des zones de stockage des déchets inertes d'extraction internes ; • les limites des phases d'exploitation et de remise en état définis pour calcul des garanties financières ; • les zones où l'exploitation est terminée, celles remblayées et celles remises en état ; • les voies d'accès et chemins menant à la carrière ; • les cours d'eau, et fossés limitrophes à la carrière.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'a pas transmis de plan d'exploitation de la dernière année.</p> <p>La carrière a été rachetée par un nouvel exploitant mi-avril 2024.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de réaliser le plan d'exploitation de la carrière et de le transmettre à l'inspection des installations classées sous un délai de 3 mois.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 2 : Changement exploitant

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/06/2022, article 1.5.5</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, Changement d'exploitant</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout changement d'exploitant est soumis à autorisation.</p> <p>Le nouvel exploitant adresse au préfet les documents établissant ses capacités techniques et financières et l'acte attestant de la constitution de ses garanties financières.</p> <p>Tout changement d'exploitant doit conduire au transfert des informations relatives au site. A cet effet, les rapports de surveillance, d'inspection ainsi que les documents relatifs à l'autorisation sont conservés de manière à garantir le transfert des informations.</p>

<p>Constats :</p> <p>La société SAS BOULANGER a été rachetée mi-avril par la société de terrassement JL ROUQUIE. L'arrêté préfectoral a été délivré à la société SARL REMY BOULANGER.</p> <p>Le nouvel exploitant souhaite renommer le site "Carrières des veilles vignes".</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Si cette évolution constitue un changement d'exploitant au sens de l'article R. 181-47 du code de l'environnement, il appartiendra au nouvel exploitant de déposer auprès de Madame la Préfète des Vosges une déclaration comportant l'ensemble des éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • elle mentionne, s'il s'agit d'une personne physique, les nom, prénom et domicile du nouveau bénéficiaire et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du signataire de la déclaration ; • elle comprend les pièces justifiant les capacités techniques et financières du nouveau bénéficiaire ; • elle comprend la justification de la constitution des garanties financières au nouveau bénéficiaire.
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Campagne de mesure du bruit

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/06/2022, article 7.1.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, bruit</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée dans les 6 mois suivant la notification du présent arrêté préfectoral et lors d'une période de fonctionnement des installations de traitement de la carrière.</p>
<p>Constats :</p> <p>La campagne de mesure du bruit n'a pas été réalisée.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de réaliser la campagne de mesure du bruit en limite de propriété et au droit des zone à émergence les plus proches sous un délai de 6 mois.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>

N° 4 : Entretien Déboueur/déshuileur

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/06/2022, article 5.4.3 et 5.4.8
Thème(s) : Risques accidentels, pollution sols
Prescription contrôlée : <u>Article 5.4.8 :</u> Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées (aire de stationnement, ravitaillement des engins) sont collectées et traitées par un séparateur d'hydrocarbures avant rejet par infiltration au niveau du carreau de la carrière. Les eaux rejetées doivent respecter les valeurs limites de rejet fixées à l'article 5.4.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 17 juin 2022. <u>Article 5.4.3 :</u> Le décanteur-séparateur d'hydrocarbures est nettoyé aussi souvent que nécessaire et au moins une fois par an. Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures, ..., les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Lors de la visite, il a été rappelé à l'exploitant que les engins de chantier devaient être stationnés sur une aire étanche raccordée un déboueur/déshuileur entretenu.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Mesure faune/flore

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/06/2022
Thème(s) : Autre, Faune flore
Prescription contrôlée : Le suivi des mesures doit être réalisé par un organisme extérieur compétent. À l'issue de chaque année de suivi, un compte rendu doit être transmis à l'inspection des installations classées et au service de SEBP de la DREAL. Pour le lézard des murailles, le suivi doit consister ; à réaliser des inventaires au cours des 2 années suivant la création des aménagements pour vérifier que les mesures fonctionnent. Les passages doivent être réalisés ; de la manière suivante : <ul style="list-style-type: none">• avant la phase 1 & ;• 1 an après le début de la phase 1 ;• à la fin de la phase 1 ;• en fin de phase 2 ;• 1 an après la remise en état. Pour la Pie-grièche écorcheur et le Bruant jaune, le suivi doit consister à réaliser des inventaires oiseaux durant l'exploitation afin de vérifier qu'ils sont toujours présents. Les passages doivent être réalisés de la manière suivantes : <ul style="list-style-type: none">• 1 an après le début de la phase 1 ;• 2 ans après le début de la phase 1 ;• en fin de phase 1 ;• en fin de phase 2.

Constats : Lors de la visite, il a été rappelé les mesures d'évitement, réduction et de compensation relatif à la protection de la faune et de la flore à mettre en place, ainsi que la mise en place du suivi des mesures réalisées.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitation de la carrière est en phase 1. Il est demandé à l'exploitant de réaliser les mesures d'évitement, réduction et de compensation décrit dans l'arrêté préfectoral d'autorisation de la carrière et de prendre contact avec un organisme compétent pour réaliser le suivi sous un délai de 6 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 6 mois

N° 6 : Télédéclaration annuelle des émissions polluantes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008
Thème(s) : Autre, Déclaration production
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une carrière visée à la rubrique 2510-1 de la nomenclature des installations classées est tenu de déclarer les informations mentionnées au point 9 de l'annexe III (productions ; superficie extraite, superficie remise en état, ...).
Constats : La déclaration des émissions polluantes a bien été réalisée par l'ancien exploitant sur le site de télédéclaration GEREP.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Registre de suivi des apports de matériaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/06/2022, article 10.2.8
Thème(s) : Risques chroniques, Remise en état
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un registre d'admission. Il y consigne pour chaque chargement de déchets présenté : <ul style="list-style-type: none"> la date de réception des déchets ; la référence du document préalable d'acceptation ; le résultat du contrôle visuel et, le cas échéant, celui de la vérification des documents d'accompagnement ; la localisation de la zone où les déchets ont été mis en remblais en lien avec le plan de référencement des zones de remblaiement.

L'exploitant tient à jour un registre des refus d'admission. Il y consigne pour chaque chargement de déchets présenté le motif de refus d'admission ; la date ; le nom du producteur du déchet.

Ce registre est conservé jusqu'à la réception du procès verbal de recollement et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

Il a été rappelé au nouvel exploitant l'obligation de tenu du registre des apports de matériaux inertes dans le cadre du réaménagement de la carrière, ainsi que du plan de localisation des apports sur le site.

Type de suites proposées : Sans suite

2-5) Autre points abordé lors de la visite

Extraction des matériaux sous l'aire de transit

Lors de la visite, il a été évoqué le souhait d'extraire des matériaux au droit de l'actuelle station de transit de matériaux. L'extraction de cette zone n'est pas prévue dans l'arrêté préfectoral du 17 juin 2022 au vu du phasage d'exploitation. Or dans le dossier de demande d'exploiter déposé en 2019 par la société SARL REMY BOULANGER ayant conduit l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 697/2011 du 31 mars 2011, l'exploitation de cette zone été autorisée. Suite à une organisation des zones de travail (aire de transit, zone d'extraction, zone remise en état....) l'ancien exploitant n'a pas extrait les matériaux sous l'aire de transit. Le nouvel exploitant souhaite pouvoir extraire cette zone.

Il convient par conséquent au nouvel exploitant de transmettre à l'inspection des installations classées une demande de modification des conditions d'exploitation de la carrière comprenant les éléments permettant de justifier la demande, le nouveau phasage, le nouveau calcul du montant des garanties financières, la cote minimale d'extraction au droit de la zone.